

## **LE MOVIMENTO LES RAPPORTS COMPLEXES ENTRE TRAFIC, POLICE ET FAVELAS À RIO DE JANEIRO**

Michel Misse\*

*Cet article aborde les origines et les caractéristiques de l'organisation sociale du trafic de drogues au détail dans la ville de Rio de Janeiro. Il analyse une de ses conséquences : la violence, qui est à l'origine, depuis trois décennies, des taux élevés d'homicides et de crimes violents dans l'ancienne capitale du Brésil. Organisés en réseaux de gangs dans les favelas, et dans d'autres lieux où habite la population à faibles revenus de la ville, les trafiquants ont commencé à s'approprier une sorte de « domaine local » et à établir un rapport avec les habitants de chacun de ces lieux. Cet article propose une analyse de la variété de ces rapports et des formes de domination qui se modifient d'année en année, sous l'impact de la répression, de la corruption policière et de la formation de milices qui « offrent de la protection » contre les trafiquants aux habitants par de l'extorsion et de la violence.*

MOTS-CLÉS : VIOLENCE URBAINE – TRAFIC DE DROGUES – RIO DE JANEIRO

Durant les années 1950, la ville de Rio de Janeiro, encore capitale du Brésil avant la construction de Brasília, présentait déjà un taux élevé de crimes violents par rapport aux moyennes antérieures. Le taux d'homicides oscillait autour de 10 pour 100 000 habitants, alors qu'au cours des décennies précédentes, ce taux représentait tout juste la moitié de ce chiffre. À partir des années 1950, ce taux s'est accru de manière régulière, atteignant les 25 homicides pour 100 000 habitants à la fin des années 1970. L'insécurité palpable dans la ville, reposait essentiellement sur des attaques de passants et des cambriolages, ainsi que sur l'existence de milices en banlieue qui cherchaient à réprimer ces attaques, en assassinant leurs supposés suspects, généralement des jeunes habitants pauvres de la banlieue (Misse, Motta, 1979 ; Zaluar, 1995).

Ce que l'on appelait « crime organisé » dans la ville n'était que le traditionnel et populaire *jogo do bicho*, une sorte de loterie zoologique pratiquée illégalement depuis le début du siècle et jamais légalisée, contrairement aux casinos et aux maisons de jeu, qui n'ont été interdits par la loi qu'à la fin des années 1940. Vers la fin des années 1960, surgissent également les gangs de braqueurs de banques qui se sont multipliés sous l'effet des manifestations et pillages pratiqués par les partis de gauche contre les banques durant la dictature militaire, en vue de déstabiliser le régime et d'accumuler des ressources pour le mouvement

\* Département de Sociologie de l'Institut de Philosophie et Sciences Sociales (IFCS) de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et du Programme de Post-Graduation en Sociologie et d'Anthropologie de l'IFCS-UFRJ.

révolutionnaire contre la dictature. La confusion entre les deux pratiques d'attaques des banques a été exploitée par le régime militaire qui a édicté une loi donnant un traitement identique aux crimes ordinaires et aux crimes politiques, la « Loi de Sécurité Nationale ».

Dans le système pénitentiaire, les prisonniers politiques ont été mélangés aux délinquants de droit commun, et, d'après cette nouvelle loi, ils n'avaient plus de droits spécifiques. Cette promiscuité a induit une méfiance réciproque, ce qui a conduit les prisonniers politiques à organiser un « collectif » et à exiger un traitement différencié et séparé des prisonniers de droit commun. Ceux-ci, croyant mériter le même traitement, puisés soumis à la même loi, se sont organisés à leur tour, et leur « collectif » fut la première organisation de prisonniers de droit commun connue au Brésil. Ils utilisaient un discours politique confus qui imitait celui du collectif de la gauche, ce qui leur a valu d'être initialement connus comme la *Falange Vermelha* (Phalange Rouge) et ensuite, par la presse, comme le *Comando Vermelho* (Commando Rouge), mais ils n'avaient aucun objectif politique. L'organisation pionnière de ces prisonniers de droit commun, braqueurs de banques et d'entreprises commerciales, a proliféré hors du système pénitentiaire, et au début des années 1980, a migré sur le trafic de drogues dans les favelas, en tirant profit de la chute du prix de la cocaïne sur le marché, liée à l'augmentation de l'offre découlant de la transformation de la Colombie en pays producteur. Des groupes rivaux se sont organisés sous d'autres noms, constituant de nouveaux gangs, appelés *faccões do tráfico* (factions du trafic) et se sont disputé les points de vente dans les collines et les favelas de la ville. En moins de cinq ans, entre 1983 et 1987, le taux d'homicides dans la ville a doublé, atteignant près de 50 meurtres pour 100 000 habitants, mettant Rio sur un pied d'égalité avec les villes les plus violentes au monde (Zaluar, 1995 ; Misse, 1999) (figure 1).

À la fin des années 1990, cette *accumulation sociale de la violence* (Misse, 1999) atteint son apogée, en produisant ses effets surtout sur les jeunes de la population de Rio de Janeiro, et devenant la principale cause de la mort des 15-24 ans (figure 2).

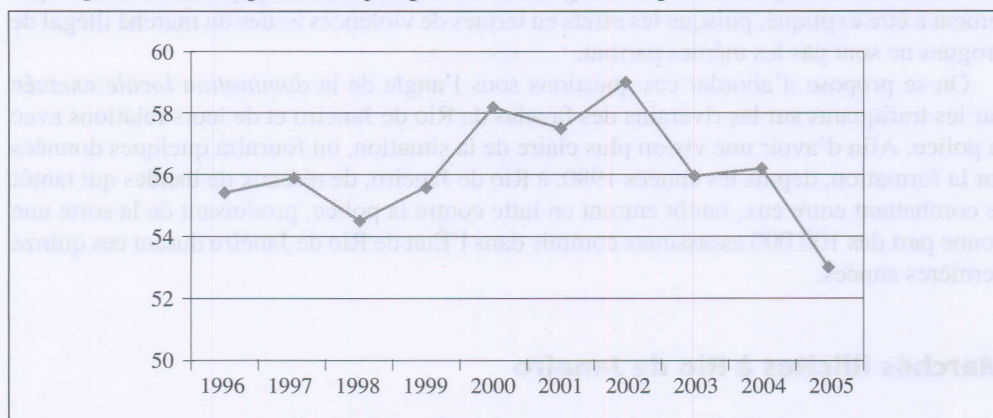
## Le Movimento

*Movimento* : c'est l'appellation que l'on donne à Rio de Janeiro, à la vente de stupéfiants dans les favelas, ce marché officieux et illégal de la drogue au détail (principalement de marijuana et de cocaïne), dans les sites urbains à revenus modestes (favelas, ensembles

Figure 1 : Homicides volontaires, ville de Rio de Janeiro, 1997-2007, taux pour cent mille habitants.



Figure 2 : Pourcentage des morts par agression dans la tranche d'âge de 15-24 ans à Rio de Janeiro.



d'habitations pour locataires aux revenus modiques et quartiers périphériques). Le *movimento* remonte, sous ce nom, aux années 1960, mais la vente au détail de marijuana dans les favelas des collines de Rio est bien plus ancienne (Misse, 1997). Ce mot renvoie au terme normalement utilisé dans le commerce pour désigner la recherche plus ou moins importante de marchandises, la présence plus ou moins grande de chalands. Il possède toutefois un autre sens qui rend son emploi un tant soit peu compliqué lorsqu'il est appliqué au trafic : celui de mouvement social, de mouvement politique, de guerre de mouvement, etc.

Ce qui caractérise le *movimento* et le distingue de la vente au détail de stupéfiants dans d'autres villes, est son degré relatif d'organisation, ses prétentions protopolitiques, sa capacité à se réorganiser localement et, principalement, à constituer des réseaux horizontaux de protection mutuelle. À la différence de la vente au détail de drogues dans les grandes villes d'autres pays, le *movimento* n'est directement subordonné, ni à d'importants grossistes, ni à des organisations verticales de type familial ou patrimonial, à l'instar des cartels ou des mafias. Bien que son organisation locale soit fréquemment nantie d'une base familiale dans les positions-clés de la vente au détail, elle ne dépasse que fort rarement le niveau du « patron » ou du « gérant général » local du négoce. Ce « patron » peut contrôler les divers points de vente (*bocas de fumo*) d'une seule favela ou contrôler le *movimento* de plusieurs favelas.

Les « patrons », sous les verrous ou en liberté, peuvent constituer des partenariats en réunissant diverses bandes dans un même réseau. Adoptant comme nom de guerre celui qui était le leur à l'époque où ils formaient en prison, dans les années 1970, des groupes distincts de détenus (les « commandos »), ces réseaux ont gagné en notoriété à partir de la décennie 1980, en raison des conflits intermittents qui les mettent aux prises, encore aujourd'hui, avec des concurrents pour le contrôle des collines, des bidonvilles et des ensembles résidentiels où se multiplient les points de vente. Bien plus fragmentés et vulnérables qu'on ne le croit, ces réseaux ne sont pas coiffés par une organisation qui les coordonne et les trafiquants eux-mêmes doutent que celle-ci puisse un jour être mise en place, tant la méfiance qui imprègne les relations au sein de chaque faction « commando » ou entre elles est grande. Comment donc cette formidable recrudescence des points de vente, des groupes et des réseaux à Rio de Janeiro, durant ces trois dernières décennies, aura-t-elle été possible sans qu'on l'attribue à la subordination du *movimento* à certains groupes stratégiques du crime organisé : mafias, cartels, etc. ? Le degré de violence qui se trouve associé

à ce marché, bien supérieur à celui des grandes villes dans d'autres pays, demanderait également à être expliqué, puisque les effets en termes de violences issues du marché illégal de drogues ne sont pas les mêmes partout.

On se propose d'aborder ces questions sous l'angle de la *domination locale* exercée par les trafiquants sur les riverains des favelas de Rio de Janeiro et de leurs relations avec la police. Afin d'avoir une vision plus claire de la situation, on fournira quelques données sur la formation, depuis les années 1980, à Rio de Janeiro, de réseaux de bandes qui tantôt se combattent entre eux, tantôt entrent en lutte contre la police, produisant de la sorte une bonne part des 100 000 assassinats commis dans l'État de Rio de Janeiro durant ces quinze dernières années.

### Marchés illicites à Rio de Janeiro

Avant que le *movimento* ne devienne vers 1985 le principal foyer de criminalité pour les forces de sécurité publique de Rio de Janeiro, le *jogo do bicho* (jeu du bicho), une loterie zoologique très populaire remontant au début du siècle dernier, était l'activité illícite importante, puissante et traditionnelle qui se rapprochait le plus d'une organisation de type mafieux. Sa capacité d'attraction sur la « main-d'œuvre du milieu » ne s'est jamais démentie et sa force politique s'est encore accrue durant le régime militaire (1964-1985), ainsi que ses relations avec la police, cause de nombreux scandales publics. La structure de ce marché, à l'origine fragmentée, a fini par atteindre, dès les années 1950, le stade de la territorialisation : division de la ville en « zones » constituant autant d'oligopoles sous l'autorité d'un « banquier », patron du négoce et contrôleur des paris. Elle reste dépourvue d'une coordination générale jusqu'au début de la décennie 1980, lorsque se constituera ce qui a été appelé le « sommet » du jeu de bicho. La concurrence, cependant, des loteries et autres tirages au sort de la Fédération et des États (loterie sportive, *sena*, *raspadinhas*, etc.), à partir de 1975 affectera toujours plus la demande en la maintenant à son niveau le plus bas depuis sa création, ce qui a considérablement affaibli la position des *bicheiros*. Le « jeu du bicho » est actuellement toléré, mais il a perdu son caractère central auprès du public, au profit du trafic de drogues à partir du milieu des années 1980. Les effets suscités par le « jeu du bicho » en termes de violence, se sont fait nettement sentir dans les années 1950-1960, mais ont depuis sensiblement décliné, même s'ils peuvent se manifester encore aujourd'hui. Jusqu'au milieu des années 1960, le marché de la drogue se concentrait principalement autour de la vente au détail de l'herbe, consommée surtout dans les franges du « milieu » par les *maconheiros* (fumeurs de joints) : zones de prostitution, quais du port, bandes de braqueurs habitant dans des bidonvilles, détenus de pénitenciers, toute une pègre socialement représentée par des *malandros* (voyous, vauriens, combinards) et des « marginaux ». Aux alentours de 1965, le profil des consommateurs se modifie en raison de l'intérêt croissant (interprété à l'époque comme une « contre-culture ») manifesté par de jeunes artistes, des intellectuels et des universitaires de la classe moyenne pour les effets d'altération de conscience et la ritualisation de la consommation par petits groupes que la marijuana produit (Velho, 1975). Quant à la cocaïne, consommée depuis toujours (encore qu'à bien moindre échelle) par les élites, elle demeurera chère et d'accès plus malaisé jusqu'au milieu des années 1970 et sa consommation dans les zones à revenus modestes demeurait occasionnelle et à un niveau très inférieur à celui de la consommation de la marijuana.

Ce n'est pas à la demande, mais à l'offre considérable et à la forte réduction de son prix au détail, qu'il faut principalement attribuer, à partir de la fin de la décennie 1970, le remplacement croissant de celle-ci par la vente au détail de la cocaïne dans les zones à revenus modestes de la ville. Cette augmentation de l'offre résultait de la consolidation des routes du trafic international de la Bolivie et du Paraguay, empruntant les aéroports de Paraná, de São Paulo et de Rio de Janeiro, à destination de l'Europe, du fait également de l'entrée de la Colombie dans la production de cocaïne (et non dans la seule distribution), ainsi que de l'augmentation de la production traditionnelle péruvienne. Résultant à l'origine de « parts » prélevées sur des lots internationaux, l'offre à bas prix finira par alimenter un nouveau marché sur l'axe Rio-São Paulo, que d'autres grossistes vont fournir régulièrement. Les réseaux de détaillants pour le commerce de la marijuana, dont la marge de bénéfice était relativement faible, attirent alors l'intérêt de grossistes et d'intermédiaires de l'offre de cocaïne. C'est sur cette base déjà mise en place, mais non encore constituée en réseaux, que la cocaïne va pénétrer dans les favelas et dans d'autres zones pauvres, à un prix accessible et sans rencontrer trop de complications avec la police. La capitalisation des premiers grands « patrons » ne sera pas générée toutefois par le commerce de la marijuana. Elle résultera de braquages de banques et d'autres institutions financières, fréquents dans les années 1970.

### Les factions du trafic

J'ai visité et connu plusieurs zones du *movimento* dans divers quartiers de Rio de Janeiro et de communes de sa grande banlieue (São Gonçalo, Niterói, Nova Iguaçu, Duque de Caxias), dans lesquels j'ai circulé à différentes époques (Misse, 1999, 2006). La variété des situations de « domination locale » y est très grande et varie avec le temps, exception faite de quelques constantes. Si dans certaines zones, la mémoire de cette domination remonte aux années 1960 voire avant, dans la plupart des favelas elle date des années 1970-1980. Des différences communes à toutes les zones et à toutes les époques sont cependant perçues et décrites par leurs habitants. On peut citer le développement en termes de nombre et d'organisation du *movimento*, la division des tâches à l'intérieur du trafic, l'apparition des factions, dites « commandos » (Commando Rouge, Commando Rouge Jeune, Troisième Commando, Amis des Amis), la présence ostensible des trafiquants dans les favelas et les collines, la « jувénilisation » (et même l'infantilisation) des truands et des trafiquants depuis la fin des années 1980, le déclin du respect pour les habitants du quartier, par rapport au « passé » – ce passé pouvant reculer, selon l'interlocuteur interrogé, jusqu'aux années 1960 ou ne remonter qu'au milieu de la décennie 1980 pour les plus jeunes – la plus grande « puissance de feu » et la violence croissante, par rapport aux années 1960-1970, et même aux années 1980, pour les plus jeunes. On y ajoutera la distinction entre bandits nés sur place ou dans la communauté et ceux venus du dehors, la distinction entre patrons, gérants ou « bons » bandits et d'autres, qualifiés de « méchants, cruels, violents », le comportement perçu comme violent de la Police Militaire (principalement à partir des années 1970), l'extorsion policière permanente, le « contrôle » croissant ou la neutralisation des associations de riverains à partir des années 1990, les mouvements de révolte intermittents : incendies d'autobus, barricades, manifestations éclairs, lorsque la police se livre à des actes arbitraires graves et, finalement, les rebellions, constantes, de détenus dans les prisons.

## La structure de la vente

La structure des groupes locaux de la vente au détail a toujours reposé sur le système de « consignation de ventes », à partir du « patron » ou du « gérant général » (Misse, 1997). La marchandise est avancée aux sous-gérants et le processus s'enchaîne jusqu'aux vendeurs directs, les « vapeurs ». Le mouvement inverse de retour du paiement se fonde sur la notion de « dette » et doit s'opérer impérativement dans un délai minimum. Le non-paiement est interprété comme *banho* (bain), tromperie, vol ou manquement grave dans l'argot du milieu, et le débiteur est exécuté à la première récidive, au cours d'un rituel public particulièrement cruel. Ce système de consignation s'articule ainsi à une structure du type « patron/client » et à une hiérarchie « créancier/débiteur ». La violence sert de garantie à toutes les transactions et peut conduire à la mort (Zaluar, 1995). De même, la structure des réseaux (qui relie des groupes locaux à diverses zones) est fondée à partir des « patrons » ou des « gérants généraux ». Ce sont eux qui contrôlent, par l'intermédiaire de gérants locaux, les groupes de diverses zones, ou qui maintiennent une relation d'association ou de « patrons » sur d'autres zones. Des zones où l'influence du *movimento* est faible, peuvent se rattacher à des zones plus importantes moyennant ce même système de consignation qui fonctionne à l'intérieur des groupes. Ou encore, plusieurs zones peuvent « appartenir » à un même « patron », lequel contrôle la fourniture régulière des marchandises et des armes (Souza, 1996).

Cette structure n'a pas été mise en place rapidement, mais représente l'aboutissement d'un long processus de complexification des anciennes *bocas de fumo* (points de vente). Elle résulte dans un premier temps, de la demande en marijuana, de la croissance ensuite de l'offre de la cocaïne, de l'augmentation du potentiel lucratif et de son pouvoir d'attraction pour la main-d'œuvre, avec en corollaire, l'augmentation de la répression (et de l'extorsion) policière. La structure des groupes locaux, quand ceux-ci ne résultent pas d'une invasion extérieure, est la plupart du temps, fondée sur des relations de parenté, de protection mutuelle ou d'une longue amitié. La nécessité de constituer des rapports de confiance entre les participants d'un marché non régulé et illégal a rencontré dans la proche parenté et dans les relations de communauté sa forme sociale la plus adéquate. Mais elle ne s'étend pas à la totalité du groupe local et tend à se restreindre à des positions de direction et de gestion. Dans une des zones où j'ai mené des recherches sur cette structure locale, j'ai découvert une articulation générationnelle de parents qui remonte aux années 1960 et qui conserve encore aujourd'hui, en dépit des tentatives d'invasion, le contrôle de son secteur. D'une manière générale, cette structure se répète partout en drainant directement près de 5 à 10% des jeunes de chaque zone, soit de 50 à 100 travailleurs directs dans ce commerce. Les points de vente se trouvent dans les rues et dans les ruelles donnant accès aux habitations des riverains contaminant tout le quotidien de la favela et de ses alentours.

## La domination locale

Le rapport avec la population locale est, dans la plupart des cas, une domination non légitime. Elle présente souvent quelques caractéristiques générales. On peut distinguer quatre formes de domination et de rapports à la population locale : 1) autoritarisme : la population locale se trouve divisée dans son soutien au « patron », généralement héritier familial du négoce et leader connu de tous et reconnu par une partie importante de la communauté ; 2) domination non légitime à prétention de légitimité locale : lorsque le « patron » et les gérants sont nés et ont été élevés dans la communauté, issus de familles locales, ils respec-

tent les riverains et tendent à les protéger contre des criminels extérieurs. Généralement, ils investissent dans des améliorations locales, exercent une influence politique et viennent en aide aux plus nécessiteux ; 3) tyrannie centralisée : domination non légitime, sans prétention à la légitimité locale, d'un seul patron qui s'impose par la peur et s'isole de la communauté locale, tout en maintenant des contacts par l'intermédiaire de subordonnés nés et grandis sur les lieux. Elle est le fruit, le plus souvent, d'une invasion et le patron est étranger à la communauté ; 4) tyrannie segmentée : divers patrons étrangers à la communauté se disputent le territoire par la terreur et la guerre permanente entre eux, sans la moindre utilité pour les riverains.

À Rio de Janeiro, la tendance qui a accompagné l'augmentation de la répression du trafic et la concurrence violente des divers groupes et réseaux, peut se caractériser par une transition de l'autoritarisme ou de la domination non légitime à prétention de légitimité, au début des années 1980, à la tyrannie centralisée et à la tyrannie segmentée dans la quasi-totalité des zones, à partir de 1995. C'est dans les zones qui ont résisté aux invasions que va prévaloir une forme atténuée de domination non légitime à prétention de légitimité. Les deux premiers types de domination étaient le fait d'agents appartenant pour la plupart à des tranches d'âge se situant entre 26 et 35 ans, tandis que les deux autres types tendront à être exercés par des agents dont l'âge se situe principalement entre 18 et 25 ans. Les arrestations successives des trafiquants les plus âgés et expérimentés vont ouvrir la voie à cette transition entre les types de domination et à la juvénilisation actuelle du *movimento*. La généralisation de l'extorsion policière et de l'achat de la protection contribuera à la reproduction élargie des réseaux. Elle sera assortie de l'augmentation de la course aux armements avec l'entrée en scène d'armes de guerre, comme les fusils automatiques, les bazookas et les grenades, ainsi qu'à la généralisation du recours à la violence dans le règlement des conflits dans ces zones, ce qui aura des répercussions dans toute la ville.

Le processus global, traversant les décennies, a engendré une transformation dans la forme de la domination locale du *movimento*, dans sa portée et dans sa structure, mais en suivant une ligne qui ne déroutait pas les habitants du lieu, car elle ne constituait pas une nouveauté, si ce n'est l'augmentation de la puissance de feu et le recours de plus en plus fréquent à la violence. Cette domination dépendait cependant de la capacité du « chef », du « patron », à exiger et à veiller à ce que soit appliquée une relation de respect avec les riverains, et à contrôler ses propres partenaires et subalternes quant aux éventuels abus. Et ce, parallèlement à la prétention de la bande à protéger le quartier contre les attaques provenant d'autres factions et des bandits « du dehors ». Il offrait aide et arbitrage aux riverains dans des situations de nécessité ou de conflit. Ce modèle n'a pas été « inventé » dans la décennie 1980, il lui était antérieur. Il s'est simplement répandu en élargissant sa portée et en s'étendant à plusieurs zones géographiques durant cette période. Allié à une plus grande puissance de feu, il devient central dans le quotidien et dans la sociabilité de la communauté. Sa métamorphose ne lui en fera pas moins conserver ses caractéristiques de base. Le mode d'exercice du pouvoir qui existait auparavant distinguait le « bandit social », généralement né et grandis sur place – « un type bien » –, du « méchant bandit », cruel et détesté par la population. Sa mort ou son arrestation était commémorée par les riverains. Dans le même temps, il introduisait des innovations dans la rationalité de la gestion des affaires. En ce sens, il est possible d'affirmer que la stabilité de la domination locale par le trafic dépend plus d'une « mémoire » de continuité que d'une « rupture » avec le passé.

Bien souvent, les riverains de certaines zones craignent davantage la police que les trafiquants locaux et on ne saurait négliger les témoignages de leaders communautaires qui attribuent l'augmentation de la violence dans leurs zones aux opérations policières qui s'y

le « retour » d'une partie des armes appréhendées au trafic, par la voie de la corruption, par la proposition de « marchandises politiques », il y a eu une relative stabilisation des conflits entre gangs à partir de la fin des années 1990, ce qui a probablement contribué à la chute des taux d'homicide volontaire dans les années suivantes (voir figure 1).

L'apparition des soi-disant « milices », terme que la presse fait circuler dans la ville à partir de 2006, est antérieure au phénomène actuel. En fait, ces groupes para-policiers sont un dérivé plus organisé des « groupes d'extermination » qui ont surgi à Rio et sur la *Baixada Fluminense* depuis le milieu des années 1950. Actuellement, le phénomène ressemble plutôt à une organisation de type mafieux, qui « propose » de la protection : d'abord aux trafiquants, ensuite aux habitants contre les trafiquants, et finalement, comme l'on a déjà vu, elle « rend » le domaine aux trafiquants, pour un prix raisonnable.

Cette phase nouvelle et mieux organisée des anciens « groupes d'extermination » a commencé dans des petites favelas et cités où habitent des agents de la police militaire. Au début, ceux-ci ont réussi à s'organiser soit pour empêcher l'entrée du trafic, soit pour expulser ou tuer des voleurs et d'autres jeunes identifiés comme délinquants. Un nouveau palier a été atteint dans la favela « Rio das Pedras », où le trafic n'a jamais réussi à s'organiser, même dans un endroit comptant des milliers d'habitations. L'on savait que des agents de police et d'autres agents publics liés à des hommes politiques locaux proposaient, moyennant paiement, de la « protection » aux habitants et commerçants depuis plusieurs années. Dans la Zone Ouest et sur une partie de la Zone *da Leopoldina*, le rituel était le même dans plusieurs petites cités, mais pas toujours avec des policiers habitant le secteur. Le phénomène des « milices » a gagné une plus grande visibilité avec les invasions organisées de favelas et de cités à partir de 2006 par des groupes de 30 à 40 agents de la police militaire, de l'administration pénitentiaire et même de la police civile ou des sapeurs-pompiers, arrivant, dans certains cas, jusqu'à 80 individus et plus. Après avoir chassé les trafiquants du domaine, ils y installaient de 4 à 8 d'entre eux, résidents ou pas, qui exigeaient une « contribution » des habitants pour le maintien de « l'ordre ». Par la suite, ils assumaient certaines activités autrefois contrôlées par le trafic – comme les services clandestins de télévision par câble et la vente de gaz de ville.

La stratégie des « milices » s'est nettement inspirée de celle du trafic – une réunion de trafiquants de plusieurs endroits pour en envahir un autre, ensuite, la fixation d'un petit groupe, bien armé, qui se charge de maintenir le contrôle du « territoire », sur lequel ils exercent leur emprise et exploitent des activités rentables. On ne doit pas confondre, cependant, ces activités de « protection » avec celles de la surveillance privée, généralement organisée par les propres habitants au moyen d'entreprises agréées par la police. Dans le cas des milices, il y a de nombreux récits de violence sur les habitants qui n'ont pas accepté de « contribuer » avec les policiers pour recevoir leur « protection ».

Les conflits entre trafiquants, les groupes para-policiers et la police dans certains endroits de la ville entraînent de nombreuses morts, y compris parmi les habitants qui ne sont pourtant liés à aucun de ces groupes. Les associations locales d'habitants, dont le contrôle est disputé par l'envahisseur, sont les premières à être menacées, et certains de leurs leaders, qui résistent soit à un groupe soit à un autre, sont menacés de mort sans que la police ne leur offre aucune sécurité pour qu'ils puissent rester chez eux. Des groupes de la police elle-même, qui auparavant extorquaient les trafiquants, soutiennent la présence des milices en échange de commissions, ceci quand ils ne sont pas eux-mêmes les envahisseurs. L'on ne peut pas comprendre les formes de l'organisation de la criminalité à Rio de Janeiro sans se rendre compte du rôle important qu'y jouent les groupes de policiers – parmi d'autres agents de l'État – dans le maintien du *statu quo*. La superposition



de deux marchés illégaux – l'un proposant des biens économiques illicites et l'autre qui le parasite, en leur imposant l'échange de marchandises politiques – constitue l'un des axes principaux de reproduction de la violence à Rio de Janeiro et de son accroissement sur un demi-siècle.

Michel Misse

Largo de Sao Francisco, 1  
sala 405  
Centro Rio de Janeiro – RG  
20051-070  
Brésil  
misse@ifcs.ufrj.br

#### BIBLIOGRAPHIE

- MISSE M., 1997, As ligações perigosas. Mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio, *Contemporaneidade e Educação*, II, 1, 93-116.
- MISSE M., 1999, *Malandros, marginais e vagabundos. A acumulação social da violência no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, IUPERJ.
- MISSE M., 2006, *Crime e Violência Urbana no Brasil. Ensaio de sociologia do crime e da violência*, Rio de Janeiro, Editora Lúmen Júris.
- MISSE M., MOTTA D., 1979, *Crime : o social pela culatra*, Rio de Janeiro, Achiamé-Socii.
- SILVA MACHADO DA L.A., 1997, *Criminalidade violenta e ordem pública : nota metodológica*, Trabalho apresentado no VIII Congresso Brasileiro de Sociologia.
- SOUZA M.L., 1996, *Redes e sistemas do tráfico de drogas no Rio de Janeiro : uma tentativa de modelagem*, Rio de Janeiro, Anuário do Instituto de Geociências, 19, 45-60.
- VELHO G., 1975, *Nobres e Anjos. Um estudo de tóxicos e hierarquia*, São Paulo, FFLCH, Universidade de São Paulo.
- ZALUAR A., 1995, *Condomínio do Diabo*, Rio de Janeiro, Editora da UFRJ.

#### Summary

This article: concerns the social origins and characteristics of the organisation of drug trafficking at the retail level in the city of Rio de Janeiro. It analyses one of its consequences: violence, which has lain at the heart of the high homicide rates and rates of crimes of violence in this former capital of Brazil for the last three decades. Organised as gangs in the favelas, and in other residential areas of high deprivation, drug traffickers have started to create kinds of local «no-go areas» and to establish links with the residents of each of these areas. The article suggests analysis of the forms these links take and of the kinds of power relation involved, which change each year, depending upon the extent of enforcement by the authorities, police corruption and the occurrence of militias which «offer protection» to residents against the traffickers, but through extortion and violence.

KEY-WORDS : URBAN VIOLENCE – DRUG TRAFFICKING – RIO DE JANEIRO

### Zusammenfassung

Der Beitrag behandelt die Ursachen und Merkmale der sozialen Organisation des Kleinhandels mit Drogen in Rio de Janeiro. Er untersucht insbesondere eine seiner Konsequenzen: die Gewalt, die die Ursache für die hohen Raten von Mord und Gewaltkriminalität darstellt. Organisiert als Netzwerk von Gangs in den Favelas und an anderen Orten mit einer überwiegend armen Population, beginnen die Drogenhändler eine Art «lokale Domänen» mit spezifischen Beziehungen zu den Bewohnern des Viertels zu etablieren. Der Artikel untersucht die verschiedenen Formen dieser Beziehungen und Formen der Beherrschung, die sich über die Jahre unter dem Einfluss der Repression, der polizeilichen Korruption und der Bildung von Milizen, die gegen Schutzgeld und Gewalt «Schutz anbieten», verändern.

SCHLÜSSELBEGRIFFE: URBANE GEWALT – DROGENHANDEL – RIO DE JANEIRO

### Sumario

Este artículo aborda los orígenes y las características de la organización social del tráfico de drogas a pequeña escala en la ciudad de Río de Janeiro. Se analiza una de sus consecuencias: la violencia, que ha originado, desde hace tres décadas, tasas elevadas de homicidios y de crímenes violentos en la antigua capital de Brasil. Los traficantes, organizados en bandas en las favelas y otros sitios donde vive la población desfavorecida de la ciudad, han comenzado a apropiarse de una especie de «terreno local» y a establecer un vínculo con los habitantes de esos sitios. Este artículo propone un análisis de la variedad de esos vínculos y formas de dominación, que se modifican de año en año bajo el impacto de la represión, la corrupción policial y la formación de milicias que ofrecen a los habitantes «protección» contra los traficantes utilizando la extorsión y la violencia.